

Cote du document: EB 2018/LOT/P.11
Date: 9 août 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel à la
Grenade pour le Programme en faveur de
l'agriculture climatiquement rationnelle et
des entreprises rurales

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lars Anwandter
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2308
courriel: l.anwandter@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la Grenade sous la forme d'un prêt pour le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 15.

Proposition de financement additionnel à la Grenade pour le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales

I. Contexte

1. Par le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver un financement supplémentaire sous la forme d'un prêt à des conditions mixtes d'un montant de 2,41 millions d'USD pour le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales, qu'il a approuvé en décembre 2017 (EB 2017/LOT/P.23). Ce financement additionnel servira à financer la composante 1 (développement des activités entrepreneuriales, 77%), composante 2 (agriculture climatiquement rationnelle, 8%) et composante 3 (gestion du programme, et suivi et évaluation 15%).
2. Le coût de base du programme a été approuvé pour un montant total de 12 millions d'USD. Le plan de financement prévu était le suivant: i) un prêt du FIDA consenti à des conditions particulièrement favorables pour un montant de 3,99 millions d'USD (33% du coût total du programme), signé en janvier 2018; ii) un prêt de la Banque de développement des Caraïbes (BDC) d'un montant de 3 millions d'USD (25% du coût total); iii) une contribution à fonds perdus de 0,33 million d'USD (3% du coût total) de la Grenada Investment Development Corporation (GIDC); iv) des apports de fonds de contrepartie du gouvernement estimés à 2 millions d'USD (17% du coût total) v) des contributions en espèces et en nature des bénéficiaires finaux d'une valeur de 0,27 million d'USD; et vi) un déficit de financement de 2,41 millions d'USD (20% du coût total).
3. En mars 2018, trois après l'approbation du programme par le Conseil d'administration, le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour la Grenade a été révisé à la hausse d'un montant supplémentaire de 2,41 millions d'USD, pour un total de 6,40 millions d'USD au titre des mesures prises pour renforcer le programme de prêts du FIDA pour 2018. Cette augmentation permettra de combler l'intégralité du déficit d'allocation SAFP du programme approuvé qui s'élève à 2,41 million d'USD.

II. Justification et raison d'être

4. Comme indiqué dans le rapport initial EB 2017/LOT/P.23, le FIDA et le Gouvernement visent à travers ce programme deux objectifs prioritaires des politiques nationales de développement du secteur rural: i) la création d'emplois et l'autonomisation des jeunes ruraux; et ii) l'adoption par les petits paysans de pratiques agricoles climatiquement rationnelles, pour améliorer leur résilience aux effets des changements climatiques.
5. Le programme couvre l'ensemble du pays, à savoir les sept paroisses de la Grenade. La première composante de celui-ci a pour objectif de promouvoir les entreprises start-up de jeunes intéressés par l'entrepreneuriat et d'offrir une formation professionnelle et technique à ces jeunes pour qu'ils trouvent un emploi. Ces start-ups cibleront les marchés disponibles pour les produits et services créés par suite de l'adoption d'approches agricoles climatiquement rationnelles.

développées par la composante 2, misant sur leur résilience aux effets des changements climatiques. La composante 2 financera aussi des jardins potagers. Le programme devrait contribuer à établir les chaînons manquant actuellement pour permettre l'accroissement des revenus des ruraux pauvres en attirant les jeunes vers l'agriculture; en promouvant les start-ups rurales, et en mettant en place les services de financement (dispositifs de dons de contrepartie), d'appui et de vulgarisation voulus.

6. L'objectif de développement du programme est d'améliorer les moyens d'existence des bénéficiaires en leur donnant accès à de nouveaux emplois, en les aidant à créer des start-up ou à consolider de jeunes entreprises et en leur faisant adopter des pratiques agricoles climatiquement rationnelles. Les effets attendus du programme sont les suivants: i) 4 500 ménages pauvres déclarant une augmentation de revenu d'au moins 10%; ii) 400 agriculteurs devenus plus résilients (déclarant l'adoption d'au moins une pratique agricole climatiquement rationnelle); et iii) 400 nouveaux emplois créés.
7. Au total, 7 500 ménages ruraux pauvres devraient bénéficier des activités du programme: environ 4 500 ménages recevront des services d'appui technique et financier et 3 000 autres bénéficieront des routes rurales et des ouvrages de drainage remis en état. Environ 75% des bénéficiaires devraient être des jeunes, et environ 50% des femmes, la priorité étant accordée aux jeunes femmes chefs de famille (mères célibataires). Pour atteindre ces objectifs, le programme envisage le recours à des mesures de discrimination positive.

III. Coûts et financement du programme

8. L'investissement total et les dépenses récurrentes sur la période d'exécution de six ans, y compris les provisions pour aléas physiques et hausse des prix, sont estimés à 12 millions d'USD, comme initialement approuvé. Les coûts indicatifs par composante et par source de financement sont présentés en détail au tableau 1, et par catégorie de dépenses et par source de financement au tableau 2.

Tableau 1

Coûts du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	FIDA											
	Prêt original		Financement additionnel		BDC		GIDC		Emprunteur		Bénéficiaires	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement des activités entrepreneuriales	1 702	43	1 844	77			330	100	113	6	153	57
2. Agriculture climatiquement rationnelle	1 932	48	195	8	3 000	100			266	13	117	43
3. (a) Gestion du programme	258	6	177	7					1 340	67		
(b) Suivi-évaluation	98	2	194	8					281	14		
Total	3 990	100	2 410	100	3 000	100	330	100	2 000	100	270	100

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers de d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA													
	Prêt originale		Financement additionnel		BDC		GIDC		Emprunteur		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules, matériel et fournitures	155	4	5	-	-	-	-	-	28	2	-	-	188	2
2. Dons	1 605	40	821	34	-	-	-	-	-	-	269	100	2 695	22
3. Services consultatifs, formation et assistance technique	2 110	53	1 374	57	-	-	330	100	245	12	-	-	4 059	34
4. Travaux	-	-	-	-	3 000	100	-	-	-	-	-	-	3 000	25
5. Traitements et dépenses de fonctionnement	120	3	211	9	-	-	-	-	1 727	86	-	-	2 058	17
Total	3 990	100	2 411	100	3 000	100	330	100	2 000	100	269	100	12 000	100

9. Comme indiqué dans le document EB 2017/LOT/P.23, le déficit de financement pourrait être imputé sur les cycles suivants du SAFF (à des conditions à déterminer et sous réserve des procédures internes et de l'approbation subséquente du Conseil d'administration). Cependant, l'allocation SAFF pour la Grenade ayant été révisée à la hausse, il est proposé que les fonds restants de 2,41 millions d'USD soient affectés au programme comme financement additionnel pour combler le déficit de financement du cycle actuel du SAFF (voir les tableaux 1 et 2).

IV. Gestion financière

10. Les arrangements liés à la gestion financière, au flux des fonds, à la gouvernance, à la passation des marchés et à l'audit restent inchangés et conformes aux modalités énoncées dans la partie D de la section III du document EB 2017/LOT/P.23.

V. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de prêt du programme

11. Après l'approbation du Conseil d'administration, l'accord de financement du programme sera modifié pour prendre en compte les dispositions relatives au financement additionnel, qui entreront en vigueur à la date de contresignature de la lettre d'amendement par l'emprunteur.
12. Le financement additionnel ne comporte aucune modification de la description du programme.
13. La Grenade est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
14. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

15. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la Grenade, pour le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales, un prêt additionnel à des conditions mixtes d'un montant équivalant à deux millions quatre cent dix mille dollars des Etats-Unis (2 410 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators [of which Core Indicators - CI - in square brackets]				Means of Verification			Assumptions (A)
	Name	Baseline	Mid-Term Target	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	<ul style="list-style-type: none"> Number of persons receiving services promoted or supported by the Programme Corresponding number of households reached Corresponding total number of household members 	0	3,200	7,500	Programme M&E system	Annually	M&E unit - PMU	
Goal Contribute to the reduction of rural poverty and vulnerability of men/women in rural communities in GOG	<ul style="list-style-type: none"> Number of indigent, poor and vulnerable HHs increasing their assets by more than 10 per cent. 	0	1,500	4,500	Baseline and final impact survey	At start and completion	M&E unit - PMU	A 1: Reasonable growth in the economy
Development Objective Project beneficiaries improve their livelihoods ¹ and resilience by accessing new jobs, starting-up /consolidating businesses ² and adopting CSA practices ³	<ul style="list-style-type: none"> [N HHs reporting an increase of at least 10 per cent of income (by sex and age of HH head)] 	0	1,500	4,500	Baseline and final impact survey	At start and completion	M&E unit - PMU	A 2: There are no natural disasters, such as hurricanes
	<ul style="list-style-type: none"> [CI 3.2.2: Number of farmers reporting adoption of at least one CSA practice] 	0	200	500				
	<ul style="list-style-type: none"> [CI 2.2.1: N of new jobs created (by sex, age, and employed/self-employed)] 	0	150	400				
Component 1 Enterprise and BD	<ul style="list-style-type: none"> N of enterprises created/consolidated 	0	40	120	Programme M&E system	Annually	M&E unit - PMU	A 3: Focus on self-employment and youth is a successful strategy
Outcome: Start up and new enterprises in rural areas are supported through capacity building, technical services and financing					Employment /national records			
Outputs 1.1 Youth receive employment skill training	<ul style="list-style-type: none"> N of youth (by sex, age) receiving VST 	0	250	400	Programme M&E system	Semi-annually	M&E unit - PMU	A 4: Technical support services are provided to enterprises in an efficient manner
1.2 Start-ups receive technical support services for business development	<ul style="list-style-type: none"> N of people (by sex, age) receiving technical support services. 	0	300	500	Reports of - NTA - GIDC			

¹ Definition: In SAEP "livelihood", is defined as the capabilities, assets and activities required for a means of living. Livelihood refers to economic production, employment, and household income, within a broader context of reduced vulnerability, and environmental sustainability.

² Definition: New businesses refers to businesses operating for less than 3 years, registered or not registered, and requiring support to become consolidated / sustainable.

³ Definition: Refers to practices and technologies (e.g. clean production, aquaponics, hydroponics, solar panels, bio-gas) that sustainably increase agricultural productivity and rural household incomes, while building resilience and adapting production practices and technologies to climate change. These practices may or may not contribute to the reduction of greenhouse gas emissions.

1.3 Youth start-up businesses access grant financing	▪ N of youth (by sex) accessing Youth Business Grant Fund	0	250	400					
1.4 Start-ups and new enterprises supported with capacity building and technical services	▪ [CI 2.1.1: N of rural enterprises accessing business development services]	0	80	270					
Component 2 CSA	▪ [CI 1.2.4: N of farmers increase production by 20 per cent (by sex and age of HH head)]	0	100	400	Programme M&E system	Semi-annually	M&E unit - PMU	A 5: Rural communities are aware of the challenges related to CC	
Outcome: Farmers have increased access to CSA practices	▪ [CI 2.2.6: N of people reporting improved physical access to markets]	0	1000	3000	MoA Reports				
Outputs: 2.1 Farmers, MOA extensionists and vulnerable people in poor rural communities receive training on CC and CSA practices	▪ N of people (by sex, age) trained in innovative technologies, smart agriculture and CC	0	700	2 200	Service providers			MoW	A 6: Services are provided to farmers in an efficient and well-coordinated way
2.2 Farmers receive extension services on CSA practices and on improving marketing links	▪ [CI 1.1.4: N of farmers (by sex, age) receiving extension services on CSA practices.] ⁴	0	600	1 200					
	▪ [CI 2.1.2: N of farmers (by sex, age) receiving market support services.] ⁵	0	200	400					
2.3 Individual farmers and/or groups receive grant financing for CSA initiatives	▪ N of adaptation and climate smart investment projects financed through CSA Grant Fund	0	60	120					
	▪ N of backyard gardens financed through CSA Grant Fund	0	20	60					
2.4 Rural roads rehabilitated to improve and/or maintain access to markets	▪ N of rural roads rehabilitated in the project area	0	10	30					

⁴ Corresponds to the following Core indicator: 1.1.4 Number of persons trained in production practices and/or technologies.

⁵ Corresponds to the following Core indicator: 2.1.2 Number of persons trained in income-generating activities or business management.